

Mais en 1606, lorsque Louis Hébert, apothicaire ou pharmacien, vint de France s'établir à Port-Royal, il se lança dans une entreprise agricole, notamment en vue de cultiver des herbes pour son commerce d'apothicaire. Par la suite, Hébert vint s'établir à Québec en 1617 et commença à cultiver le terrain qui lui avait été concédé par le gouvernement français à l'endroit connu maintenant sous le nom de Sault-au-Matelot. En 1626, il obtint d'autres concessions de terrain à la rivière Saint-Charles à Québec où il s'intéressa à l'élevage des bestiaux. M. Hébert est reconnu comme le premier cultivateur et éleveur de bestiaux au Canada. Par ailleurs, monsieur l'Orateur, sa femme est reconnue comme la première institutrice du Canada.

Dès 1790, le gouvernement du Canada commença à s'intéresser à l'agriculture et adoptait des lois accordant une assistance par l'intermédiaire de sociétés agricoles. Une des premières mesures législatives adoptée le 5 mars 1803 stipulait que les porcs ne pouvaient être laissés en liberté dans les villes de York, c'est-à-dire Toronto, Niagara, Kingston, ma propre ville natale d'Amherstburg, Sandwich, qui porte actuellement le nom de Windsor, et Kingston. Les propriétaires qui laissaient leurs porcs courir en liberté étaient passibles d'une amende de 10 shillings. Depuis ce temps-là, l'élevage n'a pas cessé de prendre de l'expansion et de la valeur jusqu'à nos jours où il est devenu un des secteurs les plus importants de l'économie canadienne.

J'aimerais donner les chiffres relatifs au bétail du Canada et souligner la valeur de cette industrie. En 1962, nous avions 2,955,500 vaches laitières, dont la valeur par tête s'établissait à \$203, ce qui donne une valeur globale de \$600,616,000; 3,407,000 veaux, d'une valeur moyenne de \$65 par tête, soit une valeur globale de \$222,936,000; 5,712,500 autres bovins, à \$157 par tête, soit une valeur globale de \$896,907,000; 4,973,000 porcs, à \$28 par tête, soit une valeur globale de \$139,822,000; 1,433,000 moutons et agneaux, d'une valeur de \$16 par tête, soit une valeur globale de \$22,158,000; 477,200 chevaux, d'une valeur de \$139 par tête—je ne crois pas que les chevaux de race soient inclus—soit une valeur globale de \$66,095,000. A la fin de 1962, la valeur du cheptel du Canada s'élevait à \$1,948,534,000.

Le revenu global en espèces des fermes, y compris les recettes provenant de la vente de bétail, a maintenant atteint le chiffre sans précédent de \$2,958,545,000, ce qui porte à \$2,994,311,000 le revenu global en espèces des fermes pour l'année 1961, compte tenu de paiements supplémentaires de l'ordre de \$35,766,000. De \$940,936,000 qu'il était en 1927, ce montant s'est élevé régulièrement

comme l'indique le tableau dont je vais maintenant donner lecture et qui comporte également des chiffres élevés. Si je fournis ces chiffres à la Chambre, monsieur l'Orateur, c'est afin de signaler aux députés l'importance de l'industrie de l'élevage au Canada. J'ignore combien de députés sont au courant de cette situation, mais, comme je l'ai déjà dit, il s'agit de l'une des plus importantes industries de notre pays et, si l'on abandonnait demain cette industrie, 40 p. 100 de la population canadienne se trouveraient sans emploi. Ce fait peut être difficile à accepter par un grand nombre, mais c'est bien l'effet que cet abandon produirait sur notre économie. J'essaie tout simplement de signaler combien il importe de protéger l'industrie de l'élevage puisqu'elle est un secteur de l'agriculture.

La vente de bétail au Canada a rapporté \$502,843,000 en espèces, de 1955 à 1959, et \$677,915,000 de 1960 à 1962. Soit dit en passant, ces chiffres ne tiennent compte que de la vente des bovins et des veaux. Au cours des mêmes périodes, les porcs ont rapporté \$310,016,000 et \$328,985,000. Pour ce qui est des moutons et des agneaux, les ventes ont atteint \$10,255,000 de 1955 à 1959 et \$10,666,000 en 1962, ce qui donne des recettes globales de \$823,114,000 et de \$1,017,566,000 pour les périodes respectives.

J'aimerais signaler l'une des questions importantes relativement à la valeur des bestiaux au Canada si une épizootie grave se déclarait, et j'aimerais également signaler la façon dont cela affecterait notre économie. La valeur de nos troupeaux a baissé de façon fantastique en 1952 à la suite de l'épizootie de fièvre aphteuse, qui nous a fait perdre \$648,278,000. C'est une chose qu'à mon sens très peu de gens comprennent. Les exportations sont essentielles à notre industrie de l'élevage. Je crois que nous admettons tous que l'exportation de bestiaux constitue un secteur fondamental de notre économie nationale. Il en a coûté un million pour remédier à la fièvre aphteuse en 1952; et cela tient compte seulement des honoraires des vétérinaires qui ont dû détruire les bêtes atteintes. Il s'agit même d'une évaluation très modérée. La perte nette de bestiaux cette année-là s'est élevée à \$648,278,000. La perte commerciale en produits de l'élevage s'est élevée à 100 millions de dollars. Le gouvernement a dû déboursier 100 millions en prix de soutien pour assurer aux éleveurs un revenu raisonnable. En tout l'épizootie de 1952 a coûté \$849,878,000 à l'économie du pays.

Je crois que nous devrions nous rendre compte que si nous avions eu plus de vétérinaires à l'époque, le pays aurait pu faire des économies énormes. Toutefois, je n'irai